

Équiterre^o

Recommandations d'Équiterre

Consultations prébudgétaires du
Comité permanent des finances

Budget fédéral 2025



Août 2024

Liste des recommandations

Mobilité durable

- Que le gouvernement soutienne le développement du transport collectif par un appui financier aux opérations (3 milliards \$ / an).
- Que le gouvernement modernise les programmes existants (iZEV, écoprélèvement, FTCZE et du PIVEZ).
- Que le gouvernement réduise les kilomètres parcouru en véhicule pour le transport de personnes et de marchandises pour les remplacer par des kilomètres parcourus en vélo à assistance électrique à l'aide d'une subvention à l'achat (90 millions / 2 ans)
- Que le gouvernement poursuive la transition du sous-secteur lourd avec une bonification du financement dédié pour les autobus scolaires électriques (375 millions \$) en plus d'offrir un rabais au point de vente.

Agriculture durable

- Que le gouvernement favorise l'émergence des pratiques agricoles durables en finançant les services écosystémiques rendus (125 millions \$ / 5 ans), en maximisant le rendement économique et environnemental des terres marginales (50 millions \$ / 5 ans), et en mettant en oeuvre une stratégie de santé des sols (15 millions \$ / 5 ans).
- Que le gouvernement protège les terres agricoles et facilite l'accès à la relève avec la création d'un programme Agri-dons et d'un fonds pour soutenir l'accès aux terres agricoles (200 millions \$ / 5 ans).

Réduction à la source

- Que le gouvernement limite la production de matières résiduelles en créant un fonds de réparation des appareils électroménagers et électroniques (87 millions \$ / 3 ans) et un fonds sur le réemploi des contenants et emballages réutilisables (100 millions \$ / 3 ans).

Emplois durables

- Que le gouvernement favorise l'émergence d'une économie carboneutre en investissant dans le développement de la main-d'œuvre (2,5 milliards \$ / 5 ans) pour offrir des parcours de formation et de développement des compétences alignés sur les secteurs de croissance projetés dans une

économie propre et en offrant des programmes de stage et formation rémunérés pour les jeunes poursuivant une carrière dans les secteurs liés au climat et à la nature (3 milliards \$ / 5 ans).

Introduction

Dans le présent document, Équiterre propose des solutions pour aider le Canada à lutter contre la crise climatique, aider les collectivités à s'adapter aux conséquences des changements climatiques, assurer une offre de mobilité harmonisée avec les objectifs de développement résidentiel des municipalités canadiennes, aider les travailleurs à saisir les nouvelles opportunités d'emploi, à rendre notre secteur agricole plus résilient et aider les familles en rendant la vie plus abordable.



Mobilité durable

Alors que le développement résidentiel va être au cœur des priorités des divers paliers de gouvernement et au cœur de l'aménagement des municipalités canadiennes au cours des prochaines années, il est essentiel de planifier simultanément l'offre de mobilité durable. Dans le cas contraire, les dépenses liées à l'achat de véhicules vont continuer d'amputer le budget des ménages, les problèmes de productivité vont s'amplifier avec la congestion, peu importe le nombre de routes qu'on envisage d'ajouter, et les problèmes de pollution de l'air vont persister.

Investir dans le transport collectif, c'est investir dans le développement des collectivités, de leur bien-être et de leur avenir. C'est également en poursuivant des efforts d'électrification plus ciblés que le gouvernement fédéral réussira à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de GES du secteur des transports.

Équiterre propose:

- De mieux soutenir le développement de l'offre de service de transport collectif pour l'arrimer à la croissance du développement résidentiel pour répondre à la crise du logement.
- De rendre l'offre de mobilité électrique plus abordable et faciliter l'accès aux infrastructures de recharge.
- De récompenser les Canadiens et Canadiennes qui optent pour des moyens de se déplacer plus sobres en carbone.
- D'assurer la transition énergétique des flottes d'autobus scolaires.

Recommandations - Transport collectif

1. Financer le fonctionnement du transport collectif et créer des mesures incitatives, telles que l'augmentation des voies réservées au transport collectif, afin d'en renforcer l'efficacité (3 milliards \$ / année);
2. Assortir toutes les ententes de financement relatives au transport collectif conclues avec les grandes villes d'ententes sur les politiques d'appui (EPA), prévoyant des normes d'aménagement du territoire, concernant par exemple la densité minimale de logements construits à proximité du transport collectif et la réduction des espaces de stationnement urbains;

Recommandations - moderniser les programmes existants

3. Moderniser le programme d'écoprélevement en intégrant une redevance plus structurante basée sur les émissions de GES à l'achat de véhicules à essence;
4. Élargir le programme iVZE afin de soutenir l'achat de 50 000 vélos à assistance électrique en offrant, par exemple, une subvention à l'achat d'un vélo, fixée à 40 % du coût d'acquisition, jusqu'à concurrence de 1500 \$ à l'achat d'un VAE et de 3000 \$ à l'achat d'un vélo-cargo électrique (90 millions \$ / 2 ans);
5. Soutenir la création d'un nouveau programme de mise au rancart dans le cas du remplacement d'un véhicule par un vélo avec ou sans assistance électrique ou par un véhicule électrique (175 millions \$ / 2 ans).
6. Rendre admissibles les VZE d'occasion au programme iVZE;
7. Adapter les incitatifs à l'achat de VZE en fonction du revenu des ménages et plafonner l'admissibilité en fonction du revenu;

8. Prolonger et restructurer le FTCZE et le PIVEZ comme des rabais à l'achat afin de les rendre plus accessibles pour les transporteurs scolaires et réduire les processus administratifs;

Recommandation – Transport scolaire

9. Allouer 375 millions de dollars de financement provisoire pour 2025 spécifiquement à l'électrification des autobus scolaires;
10. Réévaluer les structures d'allocation de financement pour réduire les obstacles au financement des immobilisations;
11. Instaurer un mécanisme de rabais au point de vente pour simplifier le processus de demande et offrir plus de certitude aux exploitants de flottes alors qu'ils construisent leurs budgets, tout en atténuant l'incompatibilité avec le programme de financement du Québec;
12. Affecter des fonds aux communautés autochtones et à d'autres populations ayant des besoins plus élevés, comme c'est le cas actuellement dans le cadre du Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro (PIVEZ).



Agriculture durable

[Le secteur agricole canadien est aux prises avec des défis multiples](#) qui exercent une forte pression sur nos producteurs, en matière environnementale par exemple : a) au cours des dernières années la sécheresse a causé une diminution de la production végétale et de la nourriture pour animaux faisant diminuer la taille du cheptel bovin, ou encore b) la faible disponibilité des terres et la spéculation ce qui cause une forte augmentation de la valeur foncière rendant plus difficile l'accès à la terre pour la relève.

Les solutions à ces défis passent à la fois par une révision des programmes de financement, l'accompagnement des agriculteurs et une meilleure gestion du territoire agricole.

Équiterre propose donc:

- De soutenir la transition vers des pratiques durables, notamment en santé des sols, qui permettent de lutter contre les changements climatiques et d'adapter le secteur en augmentant la résilience des fermes.
- D'appuyer la relève en favorisant l'accès aux terres qui sont actuellement sous-utilisées.
- De favoriser des meilleures pratiques d'aménagement du territoire pour préserver le territoire agricole et les services écosystémiques rendus par celui-ci.

Recommandations - biodiversité et services écosystémiques

1. Fournir des incitatifs financiers aux producteurs pour éviter la conversion des prairies, des zones humides et des zones forestières indigènes et cultivées (125 millions \$ sur cinq ans);
2. Maximiser le rendement économique et environnemental des terres marginales (50 millions \$ sur cinq ans);
3. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie pancanadienne pour la santé des sols qui permettra aux agriculteurs d'accéder à l'information, au soutien et aux ressources financières nécessaires pour améliorer les pratiques relatives aux sols (15 millions \$ / 5 ans);
4. Élaborer et instaurer un fonds destiné à soutenir l'accès aux terres agricoles pour les exploitants, accessible aux entreprises agricoles et aux fiducies foncières agricoles (200 millions \$ / 5 ans);



Réduction à la source

Chaque année, des milliers de Canadiens et Canadiennes font le calcul qu'il est moins coûteux de remplacer un appareil électroménager ou électronique plutôt que de le faire réparer, notamment en raison du coût souvent prohibitif de la réparation. En 2021, seulement 19 % des Canadiens ayant fait face à un bris d'appareil choisissaient cette option. Mais le Canada n'est pas le seul aux prises avec une économie principalement basée sur la consommation de biens à courte durée de vie. De 2018 à 2023, le taux de circularité de l'économie mondiale

a reculé de 9,1 à 7,2%, selon le Circularity Gap Report 2024. Il existe des solutions pour renverser la tendance.

Équiterre propose :

- De soutenir les ménages qui font le choix de prolonger la vie de leurs appareils électroménagers et électroniques.
- De soutenir les PME, les travailleurs et l'écosystème de métiers qui permettent aux Canadiens de faire des meilleurs choix.
- De maintenir le cap sur la réduction de la présence d'articles à usages unique dans les habitudes de consommation quotidiennes tout en soutenant le développement et le déploiement d'alternatives réutilisables.

Recommandations

1. Implanter un fonds de réparations (87 millions \$ / 3 ans) dès 2024-2025, pour réduire les coûts de la réparation des appareils électroménagers et électroniques, (puis 87 millions \$ / an);
2. Mettre en place un fonds sur le réemploi (100 millions \$ / 3 ans) dès 2024-2025, afin de soutenir les entreprises et organisations développant des contenants et emballages réutilisables comme alternatives à ceux à usage unique, puis 35 millions \$ par année jusqu'au déploiement effectif de systèmes de contenants réutilisables sur tout le territoire canadien.



Emplois durables

Maintenant que le Parlement a adopté la Loi canadienne sur les emplois durables, les mesures budgétaires doivent suivre pour s'assurer que les travailleurs et les collectivités canadiennes tirent profit des opportunités émergentes d'une économie et d'un marché du travail en pleine évolution.

Équiterre propose:

- D'investir dans les nouvelles opportunités d'emplois pour les travailleurs.
- De soutenir les secteurs économiques qui offrent le plus grand potentiel pour les travailleurs et les collectivités dans une économie décarbonée.

Recommandations

1. Investir (2,5 milliards \$ / 5 ans) dans le développement de la main-d'œuvre en tenant compte des contextes régionaux et sectoriels de manière à favoriser les parcours de formation et de développement des compétences alignés sur les secteurs de croissance projetés dans une économie propre;
2. Investir (3 milliards \$ / 5 ans) pour offrir des programmes de stage et formation rémunérés pour les jeunes poursuivant une carrière dans les secteurs liés au climat et à la nature, tels que le développement des énergies renouvelables, l'agriculture durable, l'aménagement du territoire et la résilience des collectivités.